Bruay-en-Artois 1972: source de la dictature médiatico-juridique actuelle.

écrit par Antiislam | 3 mars 2017

Le déchainement judiciaire actuel contre Christine, contre Marine (mais aussi contre Fillon : ne soyons pas sectaires :=)) m'amène à revenir 45 ans en arrière.

L'origine du dévoiement actuel de la justice trouve son origine dans l'affaire de Bruay-en-Artois (1972).

Une fille de mineur est retrouvée assassinée dans un terrain vague.

Le juge Pascal désigne un notaire de la ville comme coupable.

Il est soutenu par une campagne violente de l'APL (embryon de ce qui allait devenir "Libération"), de la "Cause du Peuple" et des militants maoïstes qui dénoncent un crime commis par un bourgeois pervers.

Parmi ces militants maoïstes fanatisés, Serge July, futur directeur de "Libération" (fils d'un colonel d'artillerie), et François Ewald (futur inspirateur du MEDEF).

Il n'y a aucune preuve contre le notaire, mais qu'importe la vérité pour cette Gauche-là.

Il faudrait d'ailleurs revenir sur l'abandon de la notion de « vérité » par la néo-Gauche.

Il est frappant de constater que Benoit Hamon a, à plusieurs reprises, réfuté, à la télévision, la notion de vérité, cœur pourtant de notre culture : « la Vérité vous rendra libre ».

C'est à ce moment que se crée le « Syndicat de la Magistrature ».

C'est à ce même moment que se noue l'alliance des juges et des journalistes: une véritable meute, très efficace, qui va déchiqueter tout ce qui lui déplait.

Une différence notable est qu'au milieu des années 70 « Libération » était un brûlot périphérique d'ultragauche.

En 2017, « Libération » est au cœur du système médiatique, un quotidien de référence, de « déférence », à l'égal du « Monde ».
C'est à ce bloc médiatico-juridique compact que les Français ont à se confronter.
A cette alliance des juges et des médias contre la République.
D'ailleurs, il est du plus haut comique de voir, en ce moment, tous les journalistes, face à des contradicteurs des « Républicains » ou du « Front National » critiquant la justice, d'en appeler, gravement, au « respect de l'institution judiciaire ».
« Asinus asinum fricat ».
Ces mêmes imbéciles des médias qui ricanent en permanence sur les institutions : la Police, l'Eglise etc. et plus largement l'Ecole, la culture française, la France elle-même.